

UNE MODERNITÉ POLITIQUE MÉTROPOLITAINE? IMPRESSIONS SENSIBLES DEPUIS ANGERS ET TOKYO...

Le comité de rédaction de *Métropoles* m'a sollicité, à l'occasion des dix ans de la revue, pour discuter des résultats saillants tirés de mes travaux récents sur les métropoles. Comme mes dernières enquêtes portent sur la trajectoire de vie de leaders politiques urbains en France et à l'étranger, j'ai imaginé une contribution sur l'exercice du pouvoir vu de l'intérieur, à partir du récit inspiré, parfois même exalté, qu'en font celles et ceux qui dirigent (ou aspirent à diriger) les métropoles. La proposition de la revue s'accompagnait cependant d'un codicille m'invitant à profiter de cette incursion en *métropolitité* pour repérer les signaux d'une potentielle modernité politique. Or quand on consulte les travaux spécialisés sur la montée en puissance du pouvoir métropolitain, la cause semble entendue : c'est la face sombre, élitiste et archaïque du politique qui tient l'affiche avec quelques mots clés sans équivoque : ultralibéralisme mondialisé, privilèges croissants, corruption et financiarisation, suffrage universel bafoué, ségrégations sociospatiales, nouvelles oligarchies. En science politique et en sociologie politique, les travaux soulignent logiquement les rapports de force, les violences et les inégalités que les métropoles provoquent, révèlent et amplifient. Le processus politique de métropolisation illustre la question classique du *monopole de la violence légitime*. Il se nourrit d'ingrédients symboliques et physiques de domination et de coercition. Il alimente des tensions explicites sur les idéaux démocratiques de justice et d'émancipation. Bref, il participe du *désenchantement du monde*.

En orientant les recherches sous l'angle des promesses du politique et des *passions cachées* des élus locaux (Faure 2016), l'objectif est de traquer en parallèle les indices de « réenchantement » qui pourraient compléter le tableau. Que nous disent les élus métropolitains sur les motifs sensibles de leur engagement en termes de liberté, d'efficacité, de fierté ou encore de dignité humaine? Sur le plan analytique, la voie paraît plutôt escarpée et les sciences sociales manquent singulièrement de repères. Je vous propose cependant d'explorer cette voie avec légèreté (et une bonne dose d'insouciance) en prenant pour matériau le témoignage récent de deux élus qui incarnent peut-être, c'est mon hypothèse, une facette prometteuse du métier politique à l'échelon métropolitain. Le premier est un jeune élu français, maire et président d'une métropole, convaincu que cet échelon offre des opportunités inédites de reformulation des compromis collectifs pour mieux vivre ensemble. La seconde est une jeune élue japonaise, conseillère communautaire qui a trouvé dans ce mandat les ressources d'un combat audacieux face aux injustices genrées dans la vie sociale à Tokyo. Pourquoi ces deux choix? J'ai le sentiment, en réécoutant ces entretiens, que leurs *impressions sensibles* sont les signes d'un possible réenchantement métropolitain et qu'elles renseignent une forme souterraine de modernité métropolitique.

Ce choix arbitraire et ciblé appelle des précisions sur la méthode. L'approche est centrée sur l'*égo-politique* des élus, c'est-à-dire sur leur perception intime et personnalisée de l'exercice du pouvoir et sur la façon dont ils mettent en récit leur engagement politique. La notion d'*égo-politique* a été discutée il y a quelques années par le politiste Christian Le Bart pour caractériser le processus d'individualisation des carrières politiques et pour décrypter les nouvelles stratégies de campagne lors des élections municipales en France (Le Bart 2013). J'ai participé à des échanges récents dans la communauté politiste française pour élargir le questionnement à *la politique à l'épreuve des émotions* (Faure Négrier 2017). Ces controverses scientifiques émergentes visent à mieux décrire la *démocratie sensible*. Elles possèdent des parentés avec ce que des historiens ont désigné comme de l'*égo-histoire* (Veynes 1971). La perspective adoptée décrypte la vie en société en ciblant volontairement l'écoute sur l'intime des perceptions et l'émotionnel des comportements tant individuels que collectifs. L'objectif est de mieux comprendre comment se construisent et s'articulent les perceptions sensibles des faits sociaux et du *vivre ensemble*. Dans un registre comparable (mais plus radical sur le plan théorique), l'approche fait écho aux travaux récents d'Emanuele Coccia. Le philosophe italien privilégie une entrée

¹ Je remercie vivement Stéphane Cadiou et Julie Pollard pour leurs conseils et METROPOLES qui me permet de diffuser ce texte en exclusivité dans mon carnet de recherche avant sa diffusion dans le n° hors série fêtant les 10 ans de la revue.

par les *êtres sensibles* en analysant les flux d'émotions et de signes qui rendent le monde connaissable, praticable et vivable. La réflexion rappelle aussi les *Mille plateaux* de Gilles Deleuze ou encore *La société contre l'Etat* de Pierre Clastres (même si le philosophe n'y fait pas référence) : il s'agit d'appréhender le politique comme la cohabitation des individus, dans une alchimie d'émotions et de représentations non coercitives où l'intellect reflète « l'intensité et le rythme du mélange des choses » (Coccia 2015).

Je me saisis de l'invitation de la revue *Métropole* pour explorer la *terra incognita* de ce mélange émotionnel en concentrant l'analyse sur la façon dont ces deux élus racontent leur *goût du pouvoir métropolitain* à Angers et à Tokyo. Il me semble que l'alchimie singulière qu'ils mettent en récit, faite de douceur pour le premier, de transgressions pour la seconde, mérite exploration.

RÉVOLUTION TRANQUILLE EN TERRES ANGEVINES

Christophe Béchu est maire de la Ville d'Angers et président de l'intercommunalité *Angers Loire Métropole*, une communauté urbaine depuis le 1^{er} janvier 2016 rassemblant désormais 31 communes et plus de 270 000 habitants. Je l'ai interrogé longuement sur son histoire de vie en cherchant à pointer, dans son itinéraire enfantin et adolescent, les ingrédients sensibles de sa socialisation politique. On trouve d'abord les signes connus du leader en herbe : aîné de famille et de sa *cousinade* toujours placé dans une position du premier de cordée, désigné sans concurrence de la 6^{ème} à la Terminale comme délégué de classe, *cizainier* chez les scouts... On peut aussi repérer des anecdotes de type plus émotionnel qui racontent une envie de sociabilité, comme la demande insistante auprès de sa mère pour pouvoir se glisser dans les réunions *TupperWare* qu'elle organisait dans le quartier, ou encore sa jubilation en découvrant une personnalité politique -Lionel Jospin- désignée 1^{er} Ministre *malgré* sa chevelure bouclée abondante (ce qu'il vivait personnellement comme une anomalie encombrante...). Le futur élu n'a pas de blessures intimes enfouies ni de problèmes de reconnaissance de soi. A la fin de l'adolescence, sa trajectoire scolaire de bon élève l'oriente « naturellement » vers des études à Sciences Po (qu'il complètera par une école d'avocat avant d'entrer dans une entreprise de conseil dans le champ des télécommunications) Sur le plan partisan enfin, le futur élu n'a pas d'engagement syndical et il développe plutôt une prévention vis à vis des partis. Il se sent en revanche très concerné par le projet européen. Les débats lors du vote sur le Traité de Maastricht confortent cette conviction, au point de rejoindre l'UDF peu après. Enfin, on note une première rencontre décisive qui oriente son destin à 20 ans. Alors qu'il réalise un stage à Avrillé, le maire, âgé d'une cinquantaine d'années, le repère et lui confie abruptement : « *un jour, tu pourras me succéder* ». Cet adoubement précoce marque le début d'une ascension électorale foudroyante : conseiller municipal à 21 ans et adjoint au maire à 24, attaché parlementaire, conseiller général à 27 ans et président du département à 29, député européen à 35 ans, conseiller régional et tête de liste de la droite pour la présidence à 35 ans, sénateur à 37 ans, maire de la ville à 40 ans et président de la métropole dans la foulée.

Comment expliquer une telle *success story* électorale? L'élu nous répond en insistant sur deux motivations, la confiance et l'action, que nous avons souvent repérées dans les confidences de ceux qui acceptent de s'interroger sur leurs premiers pas en politique (Faure 2016). Dès ses premières interventions dans des arènes publiques, il constate que ses prises de parole suscitent un mécanisme d'écoute qui dépasse la seule rationalité des arguments. Il observe par exemple avec étonnement « *le silence qui tombe quand [il] prend la parole* ». Il constate aussi la formation d'une empathie particulière lorsqu'il intervient. Tout se passe comme s'il possédait une façon de s'exprimer qui entraînait de l'attention et qui éveillait une curiosité soutenue. Le constat fait penser à l'introuvable *septième fonction du langage* décrite de façon drôlissime dans un roman récemment consacrée à la mort de Roland Barthes et à ses recherches inabouties sur la rhétorique politique (Binet 2015). Pour reprendre une formule foucauldienne restée célèbre, on pourrait dire qu'il a fait précocement la découverte « *des mots [qui] font violence aux choses* » : à chaque intervention publique, il est pris par le vertige et la griserie d'une *mise en représentation* de son rôle politique où tout le monde attend qu'il captive l'auditoire (« un rôle où je serais malgré moi le prêcheur en communion avec ses fidèles »). Parler en public est l'occasion d'un apprentissage où la confiance est certes liée à la formulation de promesses mais, plus encore, à la capacité de personnaliser ces promesses jusqu'à les incarner corporellement. Si bien que ces promesses entraînent presque mécaniquement en retour, pour l'élu qui les énoncent, le profond désir de passer à l'action, de traduire les projets en actes, d'ouvrir des chantiers, de trouver des

solutions aux problèmes qui lui sont posés pour ne pas décevoir cette confiance. C'est le second leitmotiv de tous les élus locaux de premier plan que nous avons interrogés mais il semble un peu contre intuitif : ces derniers sont perçus comme des *notables* obsédés par la mer d'huile alors que le plus souvent, ils vivent dans l'obsession de marquer leur empreinte par leur capacité à faire bouger les mentalités et à passer à l'acte pour transformer le monde qui les entoure....

Que nous dit ce jeune surdoué de la politique concernant son rôle de président métropolitain? Que c'est sans conteste pour lui le mandat le plus exaltant pour relever le défi de l'articulation entre la confiance et l'action. La modernité politique est toute entière contenue dans les contradictions de la métropolisation : on ne représente cette institution que dans l'ivresse d'une position inconfortable où rien n'est jamais acquis mais tout reste toujours à la fois en transaction et envisageable. A Angers, on pourrait traduire l'équation avec l'oxymore québécois de la *révolution tranquille* : plusieurs communes nouvelles sont créées à la surprise générale, des intercommunalités fusionnent sans heurts, des politiques structurantes se dessinent dans les champs sensibles de l'aménagement et de l'emploi, le conseil communautaire concocte en permanence des alliances transpartisanes et interterritoriales... Pour Christophe Béchu, la fonction de président favorise un précipité d'incarnation et de médiation assez inédit. Dans les tournois territoriaux précédents, il avait certes expérimenté ce « rôle » de cristallisation des attentes à différents échelons de représentation (la ville, le département, la région, l'assemblée nationale). Mais la « scène » métropolitaine semble lui offrir des ressources symboliques nouvelles en termes d'empathie et d'improvisation. La contrainte et la coercition y sont moins pesantes, comme si les promesses métropolitaines permettaient de s'émanciper en douceur des puissants *sentiers* de la médiation politique territoriale.

Extraits d'entretien :

« Les fusions de communes ont surpris tout le monde autour d'Angers mais j'ai toujours pensé, en vivant l'intercommunalité de l'intérieur, que c'est ça l'esprit de subsidiarité. (...) On m'a donné un rôle de 'primus inter pares' dans les arbitrages alors que j'étais très jeune. Ça a joué dans ma conception de la métropole. (...) Au département, on attend un oncle ou un senior expérimentés, et à la commune un chef de famille. Pour la métropole, c'est plus libre. On devient aussi animateur, patron, c'est au président de choisir ses partenaires dans un vivier très vaste et très diversifié. (...) Il faut piocher des idées, rassembler des forces. Le non cumul des mandats est d'ailleurs une excellente chose pour le local. La discipline de parti dans les grandes décisions de la métropole, ça n'existe pas, c'est absurde. (...) Le mouvement de métropolisation va dans le sens de nouveaux rôles politiques, moins attendus, plus réactifs, plus agiles. Le leader peut davantage être lui-même et dans la capacité de construire une majorité plurielle, en allant chercher et convaincre les gens qui n'ont pas ses idées mais qui sont dynamiques, ouverts au changement. (...) En politique, le danger c'est toujours la lassitude ou l'exaspération. L'échelon métropolitain donne une intensité permanente aux engagements. J'y éprouve un plaisir plus intense que pour les autres mandats. Ambassadeur, arbitre... Tous les leviers sont là! »

UNE VOCATION AU FÉMININ EN ATMOSPHÈRE TOKYOÏTE

Pour le second éclairage, nous vous embarquons dans un arrondissement de 700 000 habitants à l'Est de la métropole de Tokyo. Nous sommes en mai 2017, au tout début de la campagne des élections législatives. La candidate qui nous accueille est une élue métropolitaine. Elle est vêtue d'un tee-shirt orange-vif [nous ne mentionnerons pas son nom car nous avons appliqué pour cette enquête un protocole de recherche stipulant une stricte anonymisation des données collectées]. L'élue arbore un large sourire d'étonnement lorsque mon traducteur lui explique que cette recherche s'intéresse à la place des émotions dans l'engagement politique. Son local de campagne, situé dans un quartier populaire, a succédé à un petit commerce vitré, il donne directement sur une rue très passante de la ville. On y trouve pour moitié un espace un peu surélevé dédié aux enfants, avec une grande moquette verte où sont éparpillés des jouets. Le slogan de campagne de la candidate est « l'Edo fleurie » (Edo est l'ancien nom de Tokyo) et la pièce est remplie d'objets orange-vif, couleur adoptée par la candidate en souvenir de son premier emploi dans une compagnie d'assurance hollandaise. Au fil des deux heures d'entretien (où les propos furent saisissants de fraîcheur et d'énergie) s'esquisse une façon particulièrement moderne de parler politique au Japon.

On trouve d'abord dans l'histoire de vie de la candidate des empreintes familiales imbriquées dans l'histoire récente tragique du pays. L'élue évoque le souvenir de son grand-père, une forte personnalité qui possédait une auberge où se pressaient les grands écrivains de la ville. La guerre constitue souvent, dans les témoignages des élus japonais, un moment douloureux et indicible. L'élue nous explique que pendant la guerre, son grand-père fit partie de la garde impériale et que ce statut de soldat lui fit perdre son droit de citoyenneté par la suite. Devenu aveugle, il devint simple conseiller local et se fit alors remarquer pour son combat en faveur des petits pêcheurs face aux droits de pêche qui surprotégeaient les gros exploitants. Notre interlocutrice ne l'a presque pas connu (il est décédé quand elle avait deux ans) mais elle rapporte volontiers des paroles qu'il tenait et que sa mère évoquait dans les moments difficiles. Deux proverbes l'ont particulièrement marquée [« on peut emmener un cheval à l'abreuvoir mais il faut le laisser choisir », « l'ignorance nous rend malheureux, les écrits aussi »] qui anticipent et préfigurent peut-être, note-t-elle avec gravité, sa future vocation politique.

Les deux parents de notre interlocutrice ont passé leur vie dans un quartier de Tokyo entièrement dévasté par les incendies en fin de guerre. La famille a tout perdu en quelques mois et cette période est vécue comme une épreuve où la parole politique est synonyme de trahison et de violence. Sa mère, « fille illégitime » de son grand-père, se marie puis divorce juste après la naissance de ses deux enfants. Elle reprend un commerce pour financer (« avec difficulté ») leurs études. On apprend aussi que notre interlocutrice a suivi une scolarité « animée », d'abord à l'école chez les sœurs puis à l'université catholique. L'enfant se faisait remarquer par sa force de caractère et son esprit d'indépendance, elle détestait les injustices et le disait ouvertement, « ce qui ne se fait pas quand on est une fille au Japon ».

La deuxième empreinte, précisément, est genrée : la future élue « bouillonnait » face au rôle en retrait imposé aux femmes dans la vie sociale japonaise. Elle nous confie que lors de ses deux accouchements, elle s'est surprise à se réjouir d'avoir des garçons (« je me disais : ils ont de la chance, ils vont avoir une vie meilleure que la mienne »). Elle a connu un « harcèlement de maternité » à la naissance de son premier fils lorsque son employeur et les syndicats refusèrent, de concert et malgré la législation, d'aménager ses horaires de travail. Son licenciement fait alors office de déclic politique, même si elle avait une piètre image de ce milieu (« un univers tellement masculin ! »). Remontée à bloc par des conflits récurrents sur le rôle et la place des femmes dans la vie active à Tokyo, elle change d'employeur et crée une fondation pour aider au financement de crèches à Tokyo. C'est la période d'ouverture et de révolte, avec la lecture d'Hannah Arendt, la découverte du monde associatif et l'implication dans les réseaux sociaux du quartier. On l'invite dans des conférences, elle participe à des séminaires, elle est prise en exemple dans des reportages... En 2005, le Parti Libéral-Démocrate la sollicite pour représenter son organisation aux élections métropolitaines en proposant une prise en charge des frais de campagne. Elle accepte sans hésiter. C'est à cette occasion qu'elle aménage le premier « coin enfants » au centre d'un local de campagne pour accueillir les jeunes mamans. Mais lorsqu'elle décide de créer un site Internet pour communiquer sur cette « niche politique » dont personne ne parle, les syndicats lui mettent des bâtons dans les roues. Son autorité s'affirme à cette occasion : face à un parlementaire de renom envoyé par le PLD pour la « raisonner », elle assiste à l'entretien accompagnée d'un avocat spécialisé dans le droit familial et elle tient tête aux pressions. La difficulté des jeunes mamans à travailler dans la ville est dorénavant un problème inscrit à l'agenda de la métropole.

Cette première expérience électorale se conclut par une courte défaite mais le virus est là. Aux élections suivantes, la « grande sœur » (c'est son surnom de campagne) fait une campagne offensive pendant deux mois et termine 6^{ème} sur 44, à la surprise générale. Dorénavant élue au conseil métropolitain (échelon législatif rassemblant les 23 arrondissements de la préfecture), on la respecte et on la courtise. En juin 2016, Yoriko Koike (ministre dans plusieurs gouvernements Abe, députée de Tokyo depuis 2012 et membre de la direction du PLD) réagit à l'annonce de la démission du maire de la métropole (pour une affaire de détournement de fonds politiques) en se présentant à sa succession en « indépendante ». La « grande sœur » est la première élue du PLD à soutenir publiquement l'initiative. Yoriko Koike l'appelle pour évoquer le dossier des crèches. Et après les élections qu'elle remporte brillamment contre un candidat du PLD (devenant ainsi la première femme gouverneure de la métropole), les contacts s'accélérent pour la « petite » conseillère métropolitaine. À tel point que

lorsque la nouvelle leader du grand Tokyo décide quelques mois plus tard de créer un parti pour les élections législatives en 2017 (le *Tomin first no kai*), elle propose à notre élue de devenir la candidate du nouveau parti dans son arrondissement. L'épilogue (provisoire) de cette ascension électorale intervient quelques semaines après notre entretien : notre interlocutrice en orange a été brillamment élue députée du Tomin First sur son arrondissement (alors même que le parti de Yuriko Koike est battu à l'échelon national, le PLD du premier ministre Shinzo Abe restant largement majoritaire).

Extraits d'entretien :

« *Enfant, on m'a souvent dit que mon grand-père répétait que quand les politiques se trompent, il y a beaucoup de victimes. (...) Je vivais dans un petit quartier populaire où toutes les femmes travaillaient. Et je bouillonnais en voyant leur place silencieuse et en retrait dans les assemblées. (...) Plus tard, on nous a expliqué que la baisse de natalité venait des femmes qui travaillaient. Je n'aimais pas la politique qui me semblait liée à cette façon de contenir les femmes dans un rôle limité. (...) Je suis fondamentalement libérale. Au début, j'ai pris la politique comme un business, j'ai monté un site internet, j'ai fait des listes de contacts... Et j'ai vite compris que je pouvais fonctionner seule, sans les grands partis ni les syndicats. (...) Mon premier dossier, ça a été la réforme des finances et la lutte contre l'opacité du budget municipal. J'ai été chercher les chiffres. Je pressentais de la corruption. Au début, tout le monde a rejeté ma démarche, y compris le PC! (...) Comme tout le monde, je pense qu'on doit avoir une vraie Défense nationale, un pays désarmé est forcément menacé à terme s'il n'a pas d'armée. La militarisation est nécessaire, il ne suffit d'être avec les Américains. Mais je suis à gauche sur le social, je crois que le local peut être plus innovant que le national dans ce domaine. (...) Dans ma première 'association pour protéger la liberté', on avait un oriflamme avec le drapeau de Jeanne d'Arc! J'essaie de soutenir toutes les femmes qui se lancent en politique et tous particulièrement celles qui élèvent seules leurs enfants. (...) On a fait élire récemment une femme extraordinaire de dignité qui venait du monde de la nuit et qui se battait contre l'hypocrisie du milieu. Pour avancer sur des causes aussi difficiles, je suis convaincue qu'il faut créer des petits partis locaux indépendants et que la métropole doit faire caisse de résonance! »*

UN ESPRIT DES LIEUX MÉTROPOLITAIN?

Ces deux portraits trop vite brossés racontent deux ascensions électorales et deux passions politiques en contexte métropolitain. En première lecture, les trajectoires s'inscrivent dans des cadres culturels et des contextes institutionnels tellement différents (et tellement contraignants) qu'il semble déraisonnable d'imaginer des passerelles ou des convergences. Néanmoins, on repère dans les deux cas quelques invariants sensibles que nous avons souvent entr'aperçus dans d'autres entretiens concernant l'engagement politique métropolitain. Les portraits laissent notamment deviner une aspiration à *penser métropole* en sortant du cadre des médiations politiques classiques. À Angers, la *révolution tranquille* de Christophe Béchu montre que cet élu, pourtant placé en position dominante et légitime pour exercer classiquement son rôle de « décideur », se saisit de cet échelon politico-administratif en mode renversé. Sa vision du gouvernement métropolitain semble en effet fort éloignée du modèle intégré et managérial qui prévaut dans la littérature scientifique. Il conçoit ce nouvel espace de pouvoir comme un lieu neutre qui n'existe que dans la construction de consensus. Le conseil communautaire du modèle angevin tire sa force de sa capacité à produire les arbitrages et les choix en mettant à distance les conflictualités, les chasses gardées et les prés carrés (territoriaux ou catégoriels). Dans le même temps, il permet de formuler des « solutions » qui ne sont pas énonçables à l'échelon communal. À Tokyo, la *vocation au féminin* de la « grande sœur » raconte un combat émergent sur la place des femmes qui échappe aux débats tant municipaux que nationaux. Le décalage consiste ici à contourner l'écueil des représentations, très conservatrices, qui stérilisent les réflexions sur la place des jeunes mamans dans la ville. La métropole est l'espace politique qui a permis une reformulation que ni les partis ni les syndicats ne pouvaient porter mais dont une leader reconnue a pu se saisir.

A Angers, la métropole permet de « faire de la politique autrement », à Tokyo, elle permet de mettre à l'agenda une cause clivante jugée jusqu'alors indicible. Dans les deux cas, l'espace de gouvernement métropolitain favorise des audaces et donne de la visibilité à des transgressions, comme s'il permettait de rendre légitime des enjeux politiques que les partis peinent à formuler collectivement. Le niveau métropolitain permet peut-être à ces élus de s'affranchir pour partie de ce que des

sociologues nomment joliment les *sentiers de dépendance* de la politique, c'est-à-dire l'imaginaire collectif qui balise et fige sur le temps long les représentations de l'intérêt général. À Angers, c'est en s'appuyant sur la civilité politique feutrée des interrelations (la fameuse *douceur angevine*) que le président accélère le *bigbang territorial* que traverse son territoire (des communes nouvelles, des régulations intercommunales structurantes, un pôle métropolitain institué -contre toute attente- à une très vaste échelle). À Tokyo, sur un registre plus rugueux, le combat de la « grande sœur » pour la création des crèches n'est médiatisé et amplifié que parce que l'élue contourne les discours des institutions en place. Elle rend audible un problème de société sans heurter frontalement les certitudes et les croyances du « vieux monde ».

À Angers comme à Tokyo, ces récits décalés font écho à des dynamiques politiques métropolitaines qui bousculent les échiquiers électoraux (comme le *macronisme* en France, le *mouvement des parapluies* à Hong Kong ou encore certaines facettes du mouvement *Cinque Stelle* en Italie) : Christophe Béchu et la « grande sœur » tiennent des propos très sévères sur l'incapacité de leur parti d'origine à mettre de nouvelles questions à l'agenda; ils conditionnent « en même temps » leur engagement politique à l'horizontalité de leurs réseaux sociaux et à la verticalité des rouages de l'action publique; ils insistent de concert sur les convictions libérales de leur pragmatisme tout en revendiquant un État social fort; ils se tiennent volontiers à distance des réformes controversées qui agitent tous les microcosmes politiques locaux et nationaux concernant le renforcement du pouvoir métropolitain. Leur volontarisme s'adapte à l'esprit des lieux plein de contradictions de leur métropole plutôt qu'au *hardware* des intercommunalités intégrées en formation. Leur passion politique est l'expression d'une intensité *métropolitaine* au sens hybride et oxymorique du terme : déterritorialisée et dans la proximité, légère et négociée, empathique et combative, émotionnelle et argumentée, compétitive et solidaire, rieuse et solennelle.

« Être métropole dans un monde incertain »? Cette belle formule vient d'un collègue sociologue pour dresser un diagnostic stimulant sur la situation contemporaine des grandes villes partout dans le monde (Bourdin 2017). Assurément, certains des élus que nous avons rencontrés sont en train d'écrire un récit, à la fois tâtonnant et sensible, dont les promesses sont le signe d'une modernité politique métropolitaine.

Alain Faure - 17/04/2017

Directeur de recherche CNRS - Pacte - Sciences Po Grenoble - Université Grenoble Alpes

Carnet de recherche : <https://enigmes.hypotheses.org/>

Références citées :

Binet Laurent, 2015, *La septième fonction du langage*, Grasset

Bourdin Alain, 2017, *Être métropole dans un monde incertain*, PUCA – Les Conférences POPSU

Clastres Pierre, 1974, *La société contre l'État*, Éditions de Minuit

Coccia Emanuele, 2010, *La vie sensible*, Rivages

Deleuze Gilles, Guattari Félix, 1971, *Mille plateaux*, Éditions de Minuit

Faure Alain, 2016, *Des élus sur le divan*, Presses Universitaires de Grenoble

Faure Alain, Négrier Emmanuel, 2017, *La politique à l'épreuve des émotions*, Presses Universitaires de Rennes

Le Bart Christian, 2013, *L'ego-politique. Essai sur l'individualisation du champ politique*, Armand Colin

Veynes Paul, 1971, *Comment on écrit l'histoire : essai d'épistémologie*, Seuil